

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Interdépartementale des Routes  
ILE-DE-FRANCE

Direction de l'exploitation

District Ouest

Unité d'exploitation des routes  
De Boulogne-Billancourt



# FASCICULE DES RÉGLES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ SUR LES AUTOROUTES ET LES VOIES EXPRESS

# SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE I- DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 1</b> <b>DÉCLARATION AVANT OUVERTURE DE CHANTIER.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 2</b> <b>CONSIGNES PARTICULIÈRES.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3</b> <b>OUVERTURE DU CHANTIER.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4</b> <b>INTERRUPTION DE TRAVAUX.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 5</b> <b>TRANSPORT ET ÉVOLUTION DES OUVRIERS.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 6</b> <b>SIGNALISATION DES PERSONNES.....</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE II- RÉGLES DE CIRCULATION.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 7</b> <b>MANŒUVRE DE VEHICULES ET ENGINs DE CHANTIER.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 8</b> <b>STATIONNEMENT DES VEHICULES ET ENGINs DE CHANTIER.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 9</b> <b>SIGNALISATION EN AMONT DE L'ATELIER.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 10</b> <b>TRAVERSÉE DU TERRE-PLEIN CENTRAL.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 11</b> <b>VÉHICULES ET ENGINs LENTS OU NON IMMATICULES.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 12</b> <b>SIGNALISATION PORTEE SUR LES VEHICULES OU ENGINs.....</b>	<b>8</b>
1-.....Véhicules légers et fourgons	8
2-.....Autres véhicules ou engins de travaux publics	8
3-.....Engins de travaux publics spéciaux	8
4-.....Plaque « SERVICE »	8
5-.....Maintenance	8
<b>CHAPITRE III- LA SIGNALISATION DE CHANTIER.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 13</b> <b>SIGNALISATION TEMPORAIRE.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 14</b> <b>ALERTE EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 15</b> <b>MAINTENANCE DE LA SIGNALISATION TEMPORAIRE.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 16</b> <b>AVERTISSEMENTS, SANCTIONS ET PENALITES.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 17</b> <b>DIVERS.....</b>	<b>9</b>

## ANNEXE- SIGNALISATION DES VÉHICULES.....10

1-.....	<b>Bandes biaises rétro réfléchissantes</b>	10
2-.....	<b>Plaques « SERVICE »</b>	10
3-.....	<b>Dispositif souple pour véhicules lourd</b>	10

# PRÉAMBULE

L'analyse des besoins et des diverses pratiques en matière de signalisation temporaire a conduit le Ministère de l'Équipement et des Transport à réviser la 8<sup>ème</sup> partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire, seul document officiel s'imposant à tous les personnel exécutant des travaux ou intervenant sur le domaine routier (arrêté du 5 novembre 1992, disponible aux Journaux Officiels).

Parallèlement, le tome 3 du manuel de chef de chantier, diffusé en 1980, a fait l'objet d'une actualisation par le SETRA en janvier 1993.

Ce document relatif aux routes à chaussée séparées aborde notamment les règles à respecter en matière de signalisation des personnes et des véhicules.

Ces recommandations qui s'appliquent aux agents de l'Administration, sont portées en annexe du présent fascicule.

Les entreprises intervenant sur les autoroutes A12/A13 sont invitées à s'inspirer de ces recommandations, dans le souci commun d'optimiser la sécurité de leur personnel ainsi que celle des usagers de la route.

Le présent document définit les règles générales de sécurité à respecter pour toutes interventions sur le réseau des autoroutes A12/A13, et de ses dépendances.

**Il ne modifie en rien les responsabilités respectives de l'entrepreneur et de l'État. Son objet est de préciser sur certains points les obligations propres à l'entrepreneur, relatives tant à la sécurité de son personnel qu'à celle des usagers.**

Selon la spécificité de certains travaux à exécuter, et compte tenu des circonstances propres à chaque intervention, des consignes particulières de sécurité compléteront ces règles générales.

**La sécurité doit être le souci permanent de tous et de chacun, et doit se traduire par :**


- la connaissance pour l'employeur des textes réglementaires en vigueur,
- l'obligation pour l'employeur, d'assurer l'intégrité physique de son personnel, en lui donnant des instructions et des moyens appropriés, en veillant au respect des règles de sécurité et en prenant au besoin toutes mesures de protection de nature à le protéger contre d'éventuels imprudences des usagers de la routes,

- le renforcement si besoin est des règles applicables en fonction des situations à risques particuliers,
- la motivation constante des interventions en matière de prudence.

## **SERVICES CHARGÉS DE L'ENTRETIEN ET DE L'EXPLOITATION DES AUTOROUTES A12/A13**


### **DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES D'ILE DE FRANCE DIRECTION D'EXPLOITATION – DISTRICT OUEST**

*2bis, rue Clément Ader  
78011 VERSAILLES Cedex*

 01 30 84 33 29

### **U.E.R. de Boulogne**


*16, rue de l'Abreuvoir  
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT*

 01 46 03 58 42

### **POLICE DE L'AUTOROUTE**


#### ***P.I. DE BOULOGNE***

*16, rue de l'Abreuvoir  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT*

 01 41 10 21 95

### **CRS AUTOROUTIERE OUEST ILE DE France**

*1, place du Général Leclerc  
92420 VAUCRESSON*

 01 47 10 94 00

### **C.I.G.T. DE NANTERRE**

*1, rue Gutenberg*

## CHAPITRE I

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### **Article 1** DÉCLARATION AVANT OUVERTURE DE CHANTIER

Préalablement à l'ouverture du chantier, l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux sur les autoroutes et routes nationales, est tenu de se mettre en rapport avec le chef d'unité ou son représentant. Il doit convenir avec ce dernier du nom du responsable de l'entreprise qui pourra être joint de jour comme de nuit, pendant toute la durée du chantier, et sera habilité à recevoir tout ordre relatif à l'exécution des travaux et à la sécurité du chantier.

A cette occasion, il recevra contre décharge :

- les autorisations spéciales prévues à l'article R43-4 du décret n° 69 - 150 du 5 février 1969 (autorisation de circulation piétonnière sur autoroutes),
- les consignes particulières visées à l'article 2 du présent fascicule.

#### **Article 2** CONSIGNES PARTICULIÈRES

Les consignes particulières du présent fascicule porteront notamment sur :

- les horaires et les périodes de travail,
- les conditions des entrées et des sorties de zones de chantier,
- la maintenance du balisage quand celle-ci est prévue à la charge de l'entrepreneur,
- le plan d'alerte,
- l'utilisation des accès de service,
- la circulation des véhicules lents ou non immatriculés,
- les interruptions de circulation,
- les sujétions pour chantier de nuit,
- les longueurs de la zone de chantier,
- l'obligation d'avoir un moyen de communication (radio, téléphone...)

Ces consignes dont la liste n'est pas exhaustive, pourront être modifiées ou complétées en cours de travaux

#### **Article 3** OUVERTURE DU CHANTIER

L'ouverture du chantier est subordonnée à la mise en place de la signalisation temporaire, implantée par les agents de l'Unité d'Exploitation de la Route de BOULOGNE-BILLANCOURT.

L'entrepreneur ne pourra intervenir dans la zone de chantier qu'avec l'accord du chef d'unité ou de son représentant.

#### **Article 4    INTERRUPTION DE TRAVAUX**

Le chef d'unité ou son représentant pourra, sans avertissement préalable, imposer l'interruption immédiate des travaux, lorsque les conditions de sécurité ne seront plus suffisantes.

#### **Article 5    TRANSPORT ET ÉVOLUTION DES OUVRIERS**

Le transport des ouvriers sur les voies concernées des autoroutes A12/A13 sera assuré par l'entrepreneur.

Les ouvriers seront déposés et repris dans la zone neutralisée du chantier.

Le personnel ne peut en aucun cas évoluer à pied en dehors de la zone neutralisée.

#### **Article 6    SIGNALISATION DES PERSONNES**

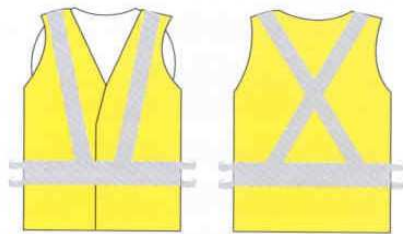
Les textes en cours, en matière de vêtement de circulation sont les suivants :

- Les Directives Européennes CEE n° 89/656 du 30/11/1989 et n° 89/686 du 21/12/1989. La Directive Européenne n° 89/686 définit la conception des Équipements de Protection Individuelles, la Directive Européenne 89/656 régit l'utilisation des Équipements de protection Individuelle,
- Loi n° 91-1414 du 31/12/1991. elle transpose en droit français les Directives Européennes 89/656 et 89/686.
- Les décrets n° 92/768 du 29/07/1992 et n° 93/41 du 11/01/1993 : décret d'application
- Le Code du Travail, art. L233-5 à L233-5-3 et dispositions réglementaires regroupées au chapitre III du titre III, du Livre II, art. R233 à R233-157, plus annexes II à l'article R 233-151, concernant les Équipements de Protection,
- Instruction interministérielle sur la signalisation routière préparée par le SETRA, signalisation routière : livre I « Huitième partie – Signalisation temporaire », article 134  
« Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier à l'occasion d'un chantier ou d'un danger temporaire doit revêtir un vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3 »
- Norme NF EN 471, définissant les vêtements haute visibilité.

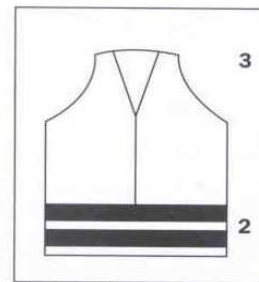
Ils sont généralement constitués d'un support fluorescent de couleur jaune, orange ou rouge, portant des éléments rétro réfléchissants. La classe 3 correspond aux combinaisons et vestes qui présentent des surfaces de signalisation importantes. La classe 2 comprend les gilets et chasubles.



Classe 3



Classe 2



Pictogramme  
normalisé  
figurant sur  
l'étiquette du  
vêtement

## CHAPITRE II

# RÈGLES DE CIRCULATION

### Article 7 MANŒUVRE DE VEHICULES ET ENGINS DE CHANTIER

- Toute manœuvre de véhicule ou engin hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite,
- Les entrées et les sorties de la zone de chantier se feront par les passages spécialement aménagés à cet effet et toujours dans le sens de circulation, la priorité restant aux usagers,
- La circulation dans la zone neutralisée est interdite à contre sens, sauf dans le cas d'impossibilités techniques autorisées par le chef d'unité ou son représentant,
- Les véhicules se déplaçant dans la zone neutralisée ne devront en aucun cas franchir la limite de cette zone.

### Article 8 STATIONNEMENT DES VEHICULES ET ENGINS DE CHANTIER

Tout véhicule appelé à stationner dans la zone neutralisée du chantier devra le faire sans gêner la progression éventuelle des autres véhicules dans cette zone.

### Article 9 SIGNALISATION EN AMONT DE L'ATELIER

Un véhicule de protection sera stationné dans la zone neutralisée à l'arrière immédiat de l'atelier concerné (en amont par rapport au sens de circulation) et sera équipé de dispositifs lumineux en fonctionnement ainsi que de bandes biaises rouges et blanches entièrement rétro fléchissantes.

### Article 10 TRAVERSÉE DU TERRE-PLEIN CENTRAL

La traversée du terre-plein central par les véhicules ou engins de travaux ou personnel est interdite en dehors de la zone de chantier.

Le passage d'une chaussée à l'autre s'effectuera par l'intermédiaire des échangeurs ou par les accès de service existants.

## **Article 11 VÉHICULES ET ENGINS LENTS OU NON IMMATRICULES**

Au vu de l'article 43.2 du code de la route, la circulation de ces engins est interdite sur les voies express et autoroutes.

Toutefois pour les besoins du chantier, les véhicules et engins non immatriculés pourront le faire après demande express de l'entreprise, instruite et autorisé par le chef d'unité ou son représentant conformément aux textes en vigueur.

## **Article 12 SIGNALISATION PORTEE SUR LES VEHICULES OU ENGINS**

Tout matériel de signalisation devra être conforme aux normes en vigueur ou homologué le cas échéant.

### **1- Véhicules légers et fourgons**

- a) Tout véhicule léger banalisé appelé à intervenir sur le chantier devra être équipé d'un dispositif lumineux (feu tournant ou tube à décharge),
- b) Tout véhicule de type fourgon intervenant sur le chantier devra être muni de bandes biaises rouges et blanche entièrement rétro réfléchissantes (caractéristiques jointes en annexe) apposées à l'arrière du véhicule et latéralement de manière fixe ou magnétique en plus de la signalisation réglementaire. Il sera également muni à l'arrière, d'une plaque « SERVICE », entièrement rétro réfléchissante de classe II. De plus, il sera doté d'un dispositif lumineux constitué par des feux tournants ou à tube à décharge posé sur la partie supérieure.

### **2- Autres véhicules ou engins de travaux publics**

- a) Tout véhicule ou engin de TP intervenant sur le chantier, devra être muni de bandes biaises rouges et blanches entièrement rétro réfléchissantes (caractéristique jointes en annexe) apposés à l'arrière du véhicule et latéralement de manière fixe ou magnétique. Il sera également muni à l'arrière d'une plaque « SERVICE », entièrement rétro réfléchissante de classe II. De plus, il sera doté d'un dispositif lumineux constitué par des feux tournants ou à tube à décharge posé sur la partie supérieure.

Dans le cas où la configuration du véhicule ne permet pas la visibilité de ce feu dans tous les azimuts, ce feu sera placé à l'avant du véhicule et aux choix un deuxième feu tournant ou feu à tube à décharge ou deux feux clignotants seront placés dans la partie arrière du véhicule.

En aucun cas le nombre de feux spéciaux montés sur ces véhicules ne devra excéder 4 feux tournant et 4 feux à tubes à décharge ou 4 feux clignotants. Les commandes de ces dispositifs lumineux devront être séparées

- b) Le responsable de l'entreprise devra tenir à la disposition des chauffeurs de véhicules lourds pouvant intervenir à titre très occasionnel sur le chantier, des dispositifs rouges et blancs entièrement rétro fléchissants de classe II sur support et de mise en application rapide.

### **3- Engins de travaux publics spéciaux**

Pour différentes raisons techniques certains engins de TPE peuvent être équipés avec une signalisation portée. Dans ce cas le subdivisionnaire ou son représentant demandera à l'entrepreneur d'assurer une protection rapprochée avec un autre véhicule disposant de la signalisation requise.

### **4- Plaque « SERVICE »**

L'autorisation de circuler avec ce type de plaque n'est valable que pour la durée du chantier.

## **5- Maintenance**

Tous dispositifs évoqués ci-avant devront être en bon état de fonctionnement et de propreté. Un véhicule ou engins de travaux publics qui ne serait pas en conformité, sera interdit sur le chantier.

# **CHAPITRE III**

## **LA SIGNALISATION DE CHANTIER**

### **Article 13 SIGNALISATION TEMPORAIRE**

La pose et la dépose de la signalisation temporaire seront effectuées par l'Unité d'Exploitation de la Route.

### **Article 14 ALERTE EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

L'alerte en cas d'accident de la circulation se produisant dans la section de l'autoroute proche du chantier sera donnée auprès du P.I. de BOULOGNE, via une borne d'appel d'urgence ou par radiotéléphone au numéro de permanence qui sera communiqué par le chef d'unité ou son représentant.

### **Article 15 MAINTENANCE DE LA SIGNALISATION TEMPORAIRE**

Dans le cas où le marché le prévoit, l'entrepreneur assurera la maintenance de la signalisation pendant les heures ouvrables du chantier. Pour les chantiers de nuit, ce contrôle portera également sur les appareils de signalisation lumineuse.

La maintenance consiste :

- à s'assurer que l'ensemble de la signalisation temporaire demeure lisible par les usagers de l'autoroute, afin que leur sécurité et celle des intervenants sur le chantier soit assuré,
- à contrôler la position correcte des différents panneaux et balises composant la signalisation du chantier,
- à remettre en ordre tout signal accidentellement déplacé.

### **Article 16 AVERTISSEMENTS, SANCTIONS ET PENALITES**

En cas d'inobservation des règles de sécurité définies dans le présent fascicule et conformément à l'article 31.4 du CCAG, les sanctions suivantes pourront être appliquées :

- observations orales sur le chantier,
- observations notifiées à l'entrepreneur par ordre de service,
- pénalités prévues au CCAP,
- mise en demeure de faire cesser l'activité du personnel incriminé ou d'éliminer le matériel non conforme,
- interruption du chantier,
- arrêt du chantier,

- résiliation du marché.

## Article 17 DIVERS

Pour la résiliation de certains travaux et en tenant compte des circonstances propres à chaque intervention, des consignes particulières de sécurité pourront être adoptées et signifiées à l'entrepreneur.

### ANNEXE SIGNALISATION DES VÉHICULES

L'arrêté du Ministère de l'Équipement et des Transports du 4 juillet 1972 régleme les feux spéciaux devant équiper les véhicules à progression lente en stationnant fréquemment sur la chaussée.

L'arrêté du Ministère de l'Équipement et des Transports du 20 janvier 1987 régleme la signalisation complémentaire de ces véhicules.

L'entrepreneur est donc tenu de respecter ces dispositions.

#### 1) Bandes biaises rétro réfléchissantes

Rouges et blanches pour dispositifs fixes ou magnétiques (VL et PL).

Ces bandes de classe I seront entièrement rétro réfléchissantes.

#### 2) Plaques « SERVICE »

Ces plaques seront réalisées en films entièrement rétro réfléchissants de classe II.

Les dimensions de ces plaques seront de 0,15 x 0,50m selon le modèle suivant :



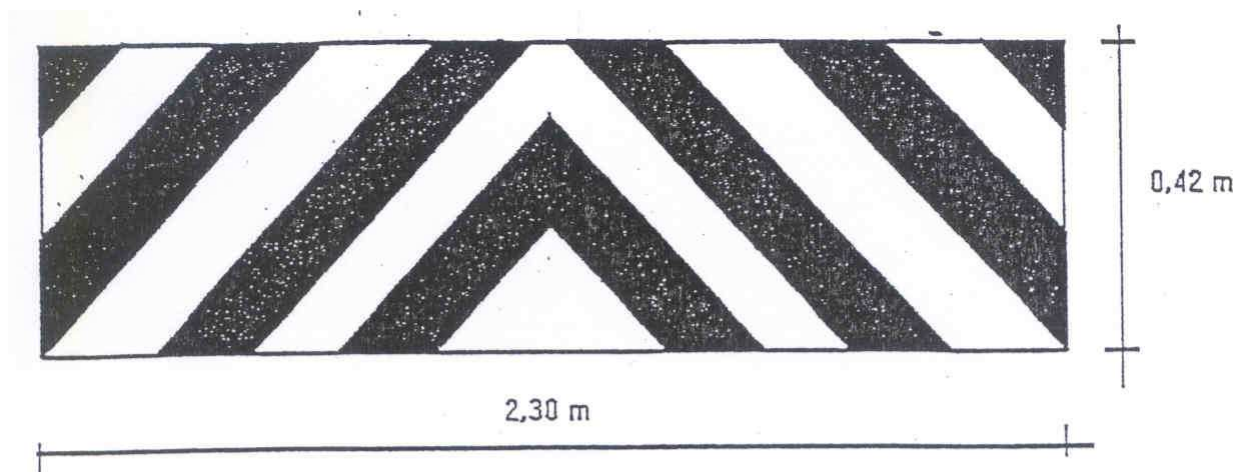
Ces plaques parfaitement visibles de l'arrière pourront être disposées sur la carrosserie à l'aide de support magnétique.

#### 3) Dispositif souple pour véhicule lourd

Bandes biaises rouges et gris argent réfléchissant.

Ce dispositif sera réalisé en tissu rétro réfléchissant dont les caractéristiques photométriques doivent correspondre à la norme NFP 98-455, produit de classe B.

La fixation sur l'arrière du véhicule sera obtenue à l'aide de sangles élastiques ou similaires.



Disposition des bandes à l'arrière du véhicule :

